

Savoir, lutte et organisation : les étudiants allemands et le *Spätkapitalismus*

Andrea Cavazzini

Le but de cette contribution est d'analyser le nouage opéré par le discours de l'un des deux principaux théoriciens du mouvement étudiant allemand¹ entre trois problématiques impliquant immédiatement l'existence de trois champs surdéterminés de réflexion théorique et d'intervention pratique. Les trois problématiques en question visent respectivement :

- 1) les structures propres aux sociétés dites du « capitalisme avancé », ou « tardif »², c'est à dire aux sociétés capitalistes occidentales dans la phase historique de l'après-guerre ;
- 2) le caractère radical et massif dans ladite phase historique de la politisation et des mobilisations de la jeunesse universitaire et scolarisée, et le rôle que ce genre de mobilisation joue dans les sociétés à capitalisme avancé ;
- 3) les effets des luttes des étudiants sur la critique – ressentie comme urgente par des militants et théoriciens appartenant à des générations différentes - des formes traditionnelles (partis, syndicats) du mouvement ouvrier socialiste et communiste, et, par conséquent, sur la création de formes inédites d'organisation aptes à inscrire dans la durée des pratiques d'émancipation collective adéquates aux dites sociétés.

Le nouage de ces trois enjeux définit la conjoncture dans et par laquelle prennent tout leur sens les énoncés, qui seront ici analysés, de Rudi Dutschke³.

L'une des assises du discours de Dutschke est l'analyse des rapports sociaux en Allemagne, historiquement caractérisés par la coexistence, voire la solidarité entre, d'une part, un développement capitaliste rapide et massif, et, d'autre part, des structures politiques et idéologiques profondément autoritaires, voire « réactionnaires », hostiles à tout accès « démocratique » des masses populaires à la visibilité publique et aux décisions politiques :

¹ L'autre étant Hans-Jürgen Krahl, dont les positions, aujourd'hui très mal connues, nous chercherons d'étudier prochainement.

² *Spätkapitalismus* : la traduction des *Ecrits politiques* de R. Dutschke opte pour « capitalisme attardé », ce qui est un contresens : le capitalisme d'après-guerre est tout sauf un système pourrissant ou stagnant, et l'un des défis théoriques et pratiques de la conjoncture – en Allemagne comme dans l'Italie des « Quaderni Rossi » et des opéraïstes - consistera justement à en évaluer et contrecarrer le pouvoir d'expansion et d'auto-régulation. A cela il faut ajouter que l'appréciation unilatéralement positive du « changement » que le syntagme « capitalisme attardé » suggère est loin d'aller de soi, et pour des très bonnes raisons, dans les discours « critiques » et révolutionnaires d'après-guerre : au contraire, l'un des acquis théoriques de cette séquence, malheureusement oublié successivement, est justement l'idée que le capitalisme est un système intrinsèquement dynamique – et que sa force réside justement dans ce dynamisme...

³ Petit rappel à propos de la conjoncture : le Séminaire du GRM de l'année dernière a été largement consacré au problème de la *véridiction conjoncturale*, c'est-à-dire à la façon dont les discours (à statut théorique, politique, idéologique) construisent et saisissent la *vérité* d'une conjoncture singulière en la réfléchissant dans et par la pensée. Il faut préciser les enjeux de cette démarche ; on le fera par un emprunt, et un développement, de certains concepts proposés par A. Badiou : toute *vérité* politique étant une réponse déterminée à la question « De quoi un collectif est-il capable ? » - et précisément la réponse consistant à affirmer : « Ce dont le collectif est capable est essentiellement l'égalité », si bien que le concept d'une telle réponse « égalitaire » coïncide en dernière instance avec les deux notions jumelles de « vérité politique » et d'« hypothèse communiste » - nous avançons le théorème suivant : dire la « vérité d'une conjoncture » signifie essentiellement déterminer l'égalité dont un collectif est capable à partir d'une situation, voire d'une *irruption*, historique (sur-)déterminée. On peut soutenir que l'exploration de ces questions que je formule ici d'une manière axiomatique constitue le véritable fil conducteur du colloque londonien récent sur *L'idée du communisme*, dont les actes, avec les contributions de Badiou, Rancière, Žižek, Hardt, etc., viennent de paraître aux éditions Lignes sous le titre éloquent de *L'idée du communisme*. La question à laquelle il s'agit de répondre dans les textes qu'on va analyser est donc la suivante : « De quelles pratiques égalitaires est capable un collectif déterminé (le mouvement étudiant, les habitants de Berlin, l'« intellectualité technico-scientifique »...) dans les conditions propres à l'Allemagne de l'Ouest (capitalisme avancé, existence du Mur, soumission stratégique aux Etats-Unis, révoltes étudiantes partout dans le monde, retentissement de la guerre du Vietnam...) ? ».

La contradiction à la base du développement allemand jusqu'en 1918 a été la très grande tension entre les formes très élevées et modernes du développement industriel d'une part et la forme de domination politique conservatrice et semi-absolutiste d'autre part, la faille dans le peuple entre la minorité privilégiée et la majorité dominée (classe ouvrière, paysannerie, partie catholique du peuple)⁴

La faiblesse du mouvement ouvrier allemand a rendu impossible tout changement de cet état de choses – faiblesse qui ne concerne pas que le refus d'aller jusqu'au bout dans l'opposition à l'Etat et aux Junkers, mais qui se manifeste également par une surestimation des « moyens légaux » de l'agir politique vis-à-vis d'un système capitaliste-étatique extrêmement complexe et articulé, capable d'intégrer les appareils traditionnels dudit mouvement, eux-mêmes fondés sur le dispositif purement formel de la *représentation* :

[En 1918-1919] le mouvement ouvrier allemand, en tant que représentant chargé de la révolution démocratique, n'avait pas compris qu'en admettant un système industriel, administratif, légal et militaire compliqué, la puissance de la réaction ne pouvait être brisée que par une prise en charge et une démocratisation rapide et complète de ces systèmes. C'est ainsi que la force politique organisatrice qui aurait pu prendre en main le contrôle conscient de l'Etat et de l'économie fit défaut⁵

Le contrôle *politique* des masses sur la production s'est avéré impossible dans l'Allemagne d'avant la guerre, mais la nouvelle Allemagne « socialiste » n'a pas résolu le problème, à cause de la confusion – typique de la Seconde comme de la Troisième Internationales – entre *nationalisation-étatisation* de l'économie et *re-appropriation* effective des moyens de production :

Certes, il y eut bientôt à l'Est la condition indispensable à la démocratisation, la nationalisation de l'industrie lourde, le partage des propriétés foncières, mais à aucun moment ne se produisit entre un gouvernement bureaucratique stalinien et des masses complètement anticapitalistes un dialogue critique propice à l'initiative et au processus de démocratisation de la population et de la vie publique⁶

Dans la conjoncture actuelle de l'Allemagne de l'Ouest, une nouvelle donne s'impose, l'opposition au système capitaliste et à l'Etat bureaucratique-autoritaire étant impulsée par les mouvements des étudiants :

L'opposition la plus consciente et la plus active contre l'antidémocratisation de la société provient des universités⁷

L'Etat autoritaire allemand n'est plus celui des Junkers et des militaires ; il est devenu un rouage du capitalisme organisé, planifié, imposant sa loi d'auto-reproduction à toute structure sociale. Les enjeux et la portée des luttes étudiantes ne peuvent être correctement appréciés qu'à partir de cette structure sociale caractéristique du « premier monde » issu de la guerre mondiale :

La démocratie parlementaire ne devait et ne pouvait être après le fascisme qu'une période transitoire pour la période de reconstruction. Le système du bipartisme, les lois d'état d'urgence, de stabilisation et les universités de rendement jalonnent la voie vers un capitalisme d'Etat autoritaire. L'Etat parlementaire en tant que grande bourse des groupes d'intérêts qui concluaient des compromis sur leur participation au produit social, doit être remplacé par la domination de la machine administrative « objective » et par l'exécutif gouvernemental (...) Le refus et l'éclatement de cet « ordre » par les étudiants est la condition sine qua non de notre activité antiautoritaire⁸

⁴ R. Dutschke, « Démocratie, université et société », dans Id., *Ecrits politiques*, Christian Bourgois, Paris, 1968, p. 39.

⁵ *Ibid.*, p. 40.

⁶ *Ibid.*, p. 42.

⁷ *Ibid.*, p. 54.

⁸ *Ibid.*, p. 57. Dans un texte de 1964, recueilli successivement dans *La forma-Stato* (Feltrinelli, Milan, 1975), A. Negri décrivait, à propos de l'Italie de l'après-guerre, un passage analogue à celui qu'évoque Dutschke. Si la structure « matérielle » de la Constitution républicaine avait été d'abord celle d'une concertation entre les partis politiques, dont le lieu d'action institutionnelle privilégié était le Parlement, à partir du « miracle économique » de la fin des années '50, les structures étatiques deviennent de plus en plus immanentes à la planification capitaliste, voire aux exigences de contrôle d'une force-travail désormais incorporée (par le biais de l'institutionnalisation des appareils syndicaux) à la reproduction du Capital. Par conséquent, la médiation fournie par la représentation parlementaire perdait, selon Negri, d'importance face à une gestion directe par le gouvernement et l'administration tant de la programmation économique

Le capitalisme avancé est un capitalisme ouvertement post-libéral, dirigiste, dans lequel l'utilisation directe du savoir à des fins de planification et de gestion économique et politique déclenche une *politisation* inédite des sites où les connaissances sont censées être produites – une *politisation* qui s'oppose à la *neutralisation* illusoire et mystificatrice que l'articulation entre capitalisme avancé et savoir scientifique engendre tant dans le domaine des décisions politiques et économiques (technocratie, régulation purement « administrative ») que dans la sphère de la constitution et de la reproduction des disciplines et des connaissances (idéologie de la neutralité de la science, et de la *Wertfreiheit* des agissements du scientifique) :

La stratégie à long terme pour venir à bout de la crise de structure commence par des lois de stabilisation, par la réforme financière, par celle du Parlement, par des lois d'Etat d'urgence, etc. Le tout a pour but une régulation et une conduite gouvernementale de l'économie dans l'intérêt du maintien des données de propriété et de société préexistantes. C'est l'Université qui offre le terrain le plus favorable à une bonne et rapide formation « out put » d'éléments d'intelligence technique, économique et pédagogique, particulièrement importants en fin de période de reconstruction. Le caractère de plus en plus scientifique du processus de production fait nécessairement apparaître un lien étroit entre les intérêts sociaux dominants et l'enseignement professé à l'Université⁹

Au sein de l'Université, des initiatives différentes essayent d'articuler la conscience théorique générale de la nature politique du savoir à l'investissement politique de la production des connaissances en travaillant à *l'intérieur* des dispositifs institutionnels universitaires :

Dans les années '50 déjà, s'est formée à la Faculté des Lettres sur l'initiative de professeurs critiques une sous-culture de gauche qui a veillé au maintien de l'esprit critique à l'Université et dans les associations politiques d'étudiants qui se constituaient. C'est à cette faculté qu'il était jusqu'alors le plus possible d'avoir des réactions humaines face à son propre travail scientifique, c'est-à-dire de juger d'un œil critique ses rapports avec la prise de conscience et l'humanisation de la société et de la nature et d'envisager par exemple la sociologie comme une « opposition scientifique à la société bourgeoise » (S. Landshut, *Kritik der Soziologie*, Leipzig 1929, p. 63). Pour ce groupement, la séparation entre politique d'Université et politique en général, entre Université et société, n'était que l'expression renouvelée de la « division de l'homme » en être privé et en citoyen. Chaque occasion lui fut bonne pour exprimer les rapports entre la science et la politique en organisant des manifestations d'information et des démonstrations de politique intérieure et extérieure. Mais on ne pouvait cependant ignorer son isolement au sein de la ligue des étudiants¹⁰.

La prise de conscience des rapports entre la politique et la science implique de plier la science aux « intérêts » de l'émancipation – *Freiheit von der Wertfreiheit !* aurait pu être un slogan convenable pour ce refus d'un savoir « neutre », c'est-à-dire en vérité soumis à la division capitaliste du travail et aux finalités de l'exploitation et de la domination. En se reconnaissant comme toujours-déjà prise dans un champ politique conflictuel, la science, c'est-à-dire le savoir universitaire, accepte de se laisser orienter par des visées émancipatrices, en se transformant conséquemment en instrument d'analyse et d'intervention vis-à-vis de rapports sociaux inégalitaires et « aliénés » :

Rares sont aujourd'hui les professeurs qui enseignent encore quelque chose sur les rapports existants entre la formation scientifique et l'activité politique pratique au nom de la raison contre une domination infantile de la « matière conditionnée » sur l'être humain. Cette faille entre la science et les mouvements de libération des êtres est à l'origine, entre autres, de bien des phénomènes qui sont parmi les plus symptomatiques et les plus effrayants de l'enseignement actuel : la totale absence de rapports entre le professeur et ses étudiants¹¹.

Un rapport est donc établi entre, d'un côté, l'abrutissement des étudiants par la hiérarchisation de l'Université et par le caractère passif, mécanique et inégalitaire de l'étude, et, de l'autre côté, la production de fonctionnaires zélés prêts à devenir des rouages aveugles du système capitaliste-avancé :

que de la médiation entre les différents intérêts sociaux : réalisation, à la fois, de la médiation étatique de l'asservissement de la force de travail préconisée par Hegel dans sa Philosophie du Droit, et de l'idéal lassallosansimonien du socialisme comme « administration des choses ».

⁹ *Ibid.*, p. 46-47.

¹⁰ *Ibid.*, p. 50-51.

¹¹ *Ibid.*, p. 55-56.

En peu de temps, les jeunes étudiants ont découvert la routine et l'ennui de la « présentation » du matériel et il n'y a plus alors qu'une réaction lasse et mécanique. Le rapport est évident : avec une sûreté cynique, la société attend de l'Université des serveurs de l'Etat « socialisés » et serviles »¹²

L'organisation bureaucratique des études est directement impliquée dans l'incorporation des savoirs au capitalisme et à son Etat ; il s'agit par conséquent d'organiser autrement la puissance de ces savoirs afin d'en faire un ressort de l'émancipation. Telle est la tâche que le mouvement des étudiants se voit assignée par la conjoncture historique :

La fraction sérieuse des étudiants, le camp antiautoritaire critique, considère le temps des études (...) comme la possibilité systématiquement refusée à la majorité des êtres de se libérer par un effort intense des intérêts étrangers de domination nés du passé et de l'éducation et de transformer l'activité intelligente spécifiquement humaine en une raison explosive contre la société actuelle. La défaite de ces étudiants signifierait le triomphe de l'Université autoritaire de rendement. En elle, toute activité et mouvement provient du haut. Son Telos est la soumission close et adaptée de tous les tenants et aboutissants aux buts de la politique d'ensemble, c'est-à-dire le statu quo de l'équilibre établi dans la domination¹³

Il s'agit par conséquent d'inverser le Telos des pratiques du savoir, voire de les soumettre à un Telos différent, critique et émancipateur :

La thèse d'un « socialisme du capital », d'une intégration par le capitalisme et l'Etat, non seulement des organisations ouvrières traditionnelles, mais aussi de certains points programmatiques (institutionnalisation d'un contre-pouvoir ouvrier, contrôle étatique sur l'économie, législations « sociales », aide au pouvoir d'achat...) propres aux revendications socialistes « classiques » - thèse qui sera développée, par exemple, par la « gauche » de la mouvance opéraïste en Italie et qui inspire aujourd'hui le communisme anti-socialiste d'Antonio Negri - est d'une certaine façon évoquée aussi par Dutschke dans son analyse des rapports sociaux allemands :

La direction unitaire et centrale de la société imposée par les nécessités de fonctionnement de l'Etat à subventions, l'utilisation de l'économie dirigée moderne (...) font ressembler notre société à une parodie de la société sans classe. Mais les hommes continuent à être enchaînés à un système de concessions¹⁴

L'altérité interne, voire la « négation déterminée » de cette « parodie du communisme », est représentée, pour Dutschke, plutôt que par l'insubordination du travail vivant au cœur même de la subsumption réelle, par le « refus » que les forces étudiantes « critiques » opposent à la façon dont le capital « administré » organise les vies et les pensées de ses propres « sujets » - ce qui implique bien sûr de poser le problème d'une organisation *différente* de l'existence. Du coup, une problématique de la *subjectivation* est ouverte, immédiatement articulée à l'analyse des rapports sociaux propres au *Spätkapitalismus* :

Poursuivrons-nous toujours encore nos intérêts éphémères avec la même résignation et la même protestation morale ? Quand reconnâtrons-nous enfin (...) la nécessité d'une attaque personnelle contre notre structure individualiste, notre demi-engagement, notre « cela n'a aucun sens ? »¹⁵

Dutschke vise ici, avec des accents décidément « maoïstes », le caractère subjectivement éphémère des moments de mobilisation, leur incapacité à saisir durablement le sujet, à le toucher « dans ce qu'il a de plus profond », et du coup à l'arracher à la reproduction de son existence atomisée, égoïste, paresseuse et lâche. Surtout, il critique l'incapacité de ces subjectivations, trop brèves et

¹² *Ibid.*, p. 56.

¹³ *Ibid.*, p. 56-57.

¹⁴ *Ibid.*, p. 58.

¹⁵ R. Dutschke, « Remarques sur la relation entre organisation et mouvement d'émancipation (A l'occasion de la visite de Herbert Marcuse) », dans Id., *Ecrits politiques*, cit. p. 137-138.

désespérément superficielles, à s'inscrire dans une durée, à orienter de façon durable la vie du sujet, en lui ouvrant l'horizon d'une *fidélité* indéfectible :

Presque nous tous reconnaissons très clairement l'importance exemplaire [du combat des vietnamiens], organisons des congrès et poursuivons ensuite nos études et notre travail. La puissante signification de la leçon vietnamienne n'a pas, jusqu'à présent, changé les habitudes traditionnelles du « travail politique » et n'a pas porté atteinte à notre existence dans son ensemble¹⁶.

Cette exigence de « changer la vie » n'est pas qu'une exigence « existentielle », purement « passionnelle » ou « viscérale » - elle est immédiatement porteuse d'un enjeu stratégique dont la portée est directement organisationnelle. Il s'agit, pour Dutschke, d'articuler à cette « conversion » subjective une transformation de la pratique politique collective, et de rendre le mouvement interne de la subjectivation le ressort, ou le porteur, d'une nouvelle configuration stratégique et organisationnelle du « travail politique » :

Changeons vite de cours et lançons notre camp anti-autoritaire dans la direction radicale de l'auto-organisation ! Ne craignez pas le désordre fécond, n'ayez pas peur de votre « liberté personnelle ». Vivre enfermé dans le système actuel constitue l'alternative ; elle apporterait l'ennui cynique, l'étroitesse d'esprit des idiots professionnels et la trahison des espoirs inexaucés que nous portons en nous à présent, espoirs d'une société nouvelle, d'un bonheur, d'une possibilité de développement des facultés individuelles de l'homme, espoir de voir abolir les manipulations, le refoulement, la guerre, la faim, la misère et la domination supplémentaire de l'homme par l'homme et de la nature par l'homme¹⁷

Dans ces passages, Dutschke semble se rapprocher encore davantage du maoïsme par son appel à ne pas avoir peur du chaos, à en apprécier la nature porteuse de transformations « fécondes ». Cette volonté de passer par le « désordre » afin de déclencher un processus d'émancipation relève d'une attitude commune aux communistes chinois et à plusieurs expériences politiques radicales dans les pays du capitalisme avancé : attitude consistant à faire fonctionner politiquement la *négativité* du sujet, son pouvoir de *néantification* vis-à-vis des ordres établis et des objectivations/aliénations qui soutiennent les formes de vie existantes¹⁸. Cette négativité est désignée par la notion marcusienne de « refus » :

Encore une remarque sur la notion de révolutionnaire : son refus subjectif et profond de la société existante constitue la *base logique* [souligné par nous A. C.] de son action d'émancipation. Grâce à son expérience consciente il ressent à chaque pas de l'indignité honteuse de la vie, les possibilités inexploitées d'humanisation de la société et de la nature et reconnaît l'homme tenu sous tutelle¹⁹.

La « base logique » de la praxis révolutionnaire est le « refus », c'est-à-dire la position subjective de *soustraction négativisatrice* du sujet face au système social. Le sentiment d'« indignité », et la « honte », constituent les « existentiels » qui définissent ce sujet, les ressorts aprioriques de son geste de soustraction. Mais cet *a priori* - cette position subjective « honteuse » sans laquelle le refus ne pourrait pas avoir lieu - est marqué par sa propre historicité. La négativité du sujet est la « négation déterminée » du capitalisme avancé *parce que* ledit capitalisme agit directement sur la subjectivité, en se soumettant l'intelligence, la volonté, les passions, les goûts... - l'assujettissement aux rapports capitalistes contemporains a lieu dans les profondeurs les plus intimes du sujet, par le biais de la bureaucratisation de l'existence, de l'aliénation « professionnelle » du savoir, de la consommation de masse, de l'industrie culturelle... Le sujet est écrasé par la honte et par l'indignité à cause d'un système social qui l'asservit dans ses replis les plus intimes, en faisant de lui un

¹⁶ *Ibid.*, p. 138.

¹⁷ *Ibid.*, p. 138-139.

¹⁸ Sur cette attitude - entièrement politique et nullement réductible à un phénomène psychologique propre aux « jeunes générations » - cf. la séance du GRM intitulée « Introduction à la Révolution Culturelle », (URL : http://www.europhilosophie.eu/recherche/IMG/pdf/GRM_7-02_I.pdf, et la séance du 5 décembre 2009 pour une analyse plus détaillée du maoïsme français.

¹⁹ *Ibid.*, p. 139.

« spécialiste sans âme », un acheteur décérébré de marchandises, un rouage de la machine étatique : une brute, voire un automate, borné, lâche et bête. Le sujet a honte vis-à-vis de la *passivité* que lui impose le capitalisme avancé, cette triste « parodie » de la collectivité sans classes. C'est pourquoi un refus concret et efficace passe par un *savoir critique* à l'égard de la société contemporaine saisie comme une totalité gérée et, on pourrait dire, *di-gérée*, par la rationalité du capitalisme avancé - savoir critique à l'égard de la totalité capitaliste qui est d'abord un *retournement* et un *détournement* des savoirs que le capitalisme produit, répand et mobilise comme autant de *moments* de sa reproduction :

Ce qui est systématiquement interdit aux masses devient [le privilège du révolutionnaire] : la possibilité de s'instruire, de comprendre clairement les mécanismes et le fonctionnement de la machinerie actuelle du pouvoir²⁰

Savoir « gnostique » où la Totalité n'est pas l'objet d'une connaissance « positive » - elle fournit plutôt l'horizon régulateur, l'idée-au-sens-kantien, permettant l'intégration infinie des connaissances produites par les analyses concrètes des rapports sociaux. Mais, en elle-même, la Totalité n'est que le corrélat du savoir dialectique qui la vise comme totalité-du-faux, comme « monde faux » dont la totalisation par la pensée, irréductible à toute saisie par des concepts scientifiques, coïncide avec le regard sur le Tout du point de vue de son dépassement, voire de sa néantification. Le Savoir dialectique concernant le Tout - pour Lukács, Adorno, Marcuse, et leurs « disciples » révolutionnaires d'après-guerre - n'est pas la connaissance d'un objet du monde, mais un regard sur le monde du point de vue de son *renversement*²¹.

Du point de vue stratégique, Dutschke envisage l'auto-organisation de Berlin comme « ville libérée », collectivité auto-organisée dont le modèle implicite est, de toute évidence, la Commune de Paris. Cet « Etat libre » qui « du point de vue sociologique ne serait plus un Etat », représenterait le paradigme d'une « communauté prospère des gens qui gèreraient par le bas et sous forme de soviets, les affaires de leur ville »²², afin de

²⁰ *Ibidem*. Dans le discours critique « allemand », comme dans ceux de la *Nuova Sinistra* italienne, la dialectique est une référence décisive (cf. A. Cavazzini, *La Nouvelle gauche en Italie, t. I. Le printemps des intelligences*, Bibliothèque de philosophie sociale et politique, Europhilosophie-Éditions, 2009, <http://www.europhilosophie-editions.eu/fr/spip.php?article18>.). Il s'agit d'une dialectique sans philosophie de l'histoire et sans téléologie, centrée presque exclusivement sur la possibilité pour le sujet assujéti de traverser son propre assujettissement, de briser la couche obscure de la passivité réifiée pour accéder à sa propre puissance virtuelle de se donner des nouvelles formes - égalitaires et émancipatrices - dans lesquelles vivre. Dutschke n'était pas insensible à cet aspect de la construction-dans-la-durée des formes par lesquelles la subjectivité émancipatrice se maintient dans l'existence et s'approprie sa propre temporalité : « La profondeur humaine (...) devient possible, si la détermination de toutes les actions au cours de toutes les phases du combat politique et pratique, si le but concret et utopique de la libération de l'homme de toute contrainte intérieure et extérieure sont observés (...) Une nouvelle forme de spontanéité fait son apparition [Il s'agit de] l'organiser, de lui faire saisir enfin clairement la possibilité d'une vie au-delà du système de dés-humanisation » (p. 139-140). *L'organisation* est donc le support indispensable, on dirait presque la forme d'existence dans le temps, du geste libérateur, de l'irruption néantificatrice de la négativité dans la couche réifiée de l'assujettissement du sujet.

²¹ Ce qui explique l'hostilité récurrente de la pensée conservatrice allemande pour le gnosticisme de l'Antiquité tardive en tant que pensée de la *Weltlosigkeit*, et l'insistance de cette même pensée sur la « solidité » indépassable des institutions qui incorporent le sujet à des structures « mondaines » transindividuelles. D'ailleurs, le mouvement contraire à la néantification des différentes formes de *Verdinglichung* et d'*Entfremdung* - c'est à dire le mouvement qui fonde des nouveaux ordres sur les débris des anciens - pose des problèmes qui sont loin de se réduire à la polémique conservatrice. La question se pose avec urgence, pour toute politique d'émancipation contemporaine, d'apprendre à faire un bon usage de nos *aliénations par l'institution* : « L'institution se présente toujours comme un système organisé de moyens, [comme] un modèle positif d'action (...) Toute institution impose à notre corps, même dans ses structures involontaires, une série de modèles, et donne à notre intelligence un savoir, une possibilité de prévision comme de projet. Nous retrouvons la conclusion suivante : l'homme n'a pas d'instincts, il fait des institutions. L'homme est un animal en train de dépouiller l'espèce » (Gilles Deleuze, Introduction à *Instincts et institutions*, Hachette, Paris, 1953, pp. ix et xi).

²² *Ibid.*, p. 143.

offrir un modèle exemplaire de vie décentralisée, démocratique au sens réel du mot, pour les deux autres Etats partiels et pour le monde entier²³.

L'auto-organisation proposée par Dutschke – dans laquelle l'héritage communaliste et « communard » est aisément reconnaissable – implique une critique radicale des formes organisationnelles du passé – la création d'une « association d'individus libres » est incompatible avec la présence de « bureaucrates et staliniens » (p. 143) ; les appareils que le mouvement étudiant a vu surgir au cours des luttes doivent par conséquent être soumis à une vigilance critique prenant la forme d'une pratique de *dé-institutionnalisation*, de *dé-construction* volontaire des institutions que le mouvement a produit :

[Les Conseils d'action des étudiants] couraient le danger ces derniers temps de devenir un appareil technique indépendant. En fait, en qualité d'instruments de combat dans le champ antiautoritaire, ils devraient être dissous immédiatement après la fin de la grande campagne de tracts pour éviter la bureaucratisation²⁴

Dutschke donne une réponse particulièrement radicale – mais assez rapide – à la question centrale de la séquence de l'après-guerre (et peut-être de toute la grande épopée communiste du XX siècle) : comment faire redémarrer le processus révolutionnaire lorsque le succès des solutions organisationnelles, leur capacité à *durer*, se renverse dans la fixation de nouvelles inégalités qui bloquent fatalement le devenir de l'émancipation ? Cette question en entraîne une autre, concernant le point de non retour que la critique des institutionnalisations réussies peut atteindre sans mettre en péril tous les acquis et toutes les victoires qui leur sont liés. Redoutable question que la Révolution Culturelle, après l'échec de Lénine lui-même, ne réussira jamais à résoudre, en ouvrant la voie au pouvoir « bureaucratique » d'abord, et ensuite au capitalisme le plus débridé. Pour les mouvements opérant dans les pays capitalistes le dilemme ne se pose pas d'une manière moins impérieuse : le suicide du processus politique par voie de dissolution ou, au contraire, moyennant la clôture sectaire ou « terroriste », n'a jamais cessé de guetter les expérimentations les plus radicales²⁵.

De ce point de vue, il convient de souligner que Dutschke se soucie d'esquisser une ligne stratégique adéquate aux sociétés capitalistes-avancées justement à partir de ces dilemmes ; du coup, le problème de l'organisation militaire des luttes apparaît dans son discours :

Ky, Franco, Du Vallier, le Shah sont des êtres haïssables ; les gens doivent organiser une lutte militaire et sans pitié contre les dictateurs ou contre les guignols. Il faut organiser les attentats et employer la terreur révolutionnaire contre les oppresseurs et leurs complices.

Chez nous, dans les métropoles, la situation est foncièrement différente : nos dirigeants sont interchangeable et peuvent être, à tout moment, remplacés par de nouveaux masques bureaucratiques. Nous ne pouvons même pas les haïr puisqu'ils sont prisonniers et victimes de la machine répressive²⁶

La tactique de la « lutte armée », la solution militaire au problème de l'organisation des luttes, est ici explicitement refusée à cause de son inefficacité dans les métropoles capitalistes. Le capitalisme avancé est une « machine », il ne garde plus aucune trace du pouvoir *personnel* qui était celui des anciennes classes dominantes, féodales ou proto-bourgeoises. Un chef d'Etat, un homme de gouvernement, voire un capitaliste, n'est qu'un fonctionnaire. Ce n'est pas en détruisant son individualité – qui est parfaitement *inessentielle* du point de vue du système, et à la limite *inexistante* – que les rapports sociaux seront ébranlés. Il faut se donner une ligne stratégique qui soit capable de « briser la machine » d'un système social dont les classes dominantes elles-mêmes ne sont que des produits sérialisés, n'existant que comme de purs et simples *supports* de formes d'inégalité et d'oppression qui, elles, sont reproduites de façon impersonnelle.

²³ *Ibid.*, p. 144.

²⁴ *Ibid.*, p. 145-146.

²⁵ Sur ces aspects de la séquence italienne, cf. A. Cavazzini, *La Nouvelle gauche en Italie, t. I. Le printemps des intelligences*, cit.

²⁶ R. Dutschke, « Remarques sur la relation entre organisation et mouvement d'émancipation (A l'occasion de la visite de Herbert Marcuse) », dans Id., *Ecrits politiques*, cit., p. 148.

Notre force contre la machine d'Etat inhumaine, contre les instruments de manœuvre est le *refus organisé*. Nous opposons aux éléments les plus inhumains de la machinerie nos corps désarmés et notre intelligence pleinement évoluée. Nous ne voulons plus suivre les règles du jeu, notre intervention dans notre propre histoire est consciente et directe²⁷

Le « refus organisé » est une pratique qui vise les structures sociales les plus anonymes et profondes, et qui ne compte que sur les forces d'une intelligence individuelle et collective en train de se libérer – l'arme principale d'une telle lutte est le processus même du devenir-autonome de cette intelligence qui sort progressivement de l'état de minorité²⁸. L'organisation de ce processus d'autonomisation est à la fois la fin et le moyen de la lutte : la « machine » qui se soumet les esprits et les volontés ne peut être brisée que par le mouvement de déprise par lequel ces esprits et ces volontés se soustraient à leur état de soumission et apprennent à « s'utiliser » autrement. L'affrontement à l'Etat ne peut plus suivre le modèle bolchevique : il faut, certes,

profondément ébranler l'appareil social de l'Etat, notamment celui de la bureaucratie, de la police, de la justice, des écoles, universités et entreprises, au moyen d'épreuves de plus en plus dures.

Mais

le point de départ de ces réflexions est que la « prise de pouvoir par un groupe, une clique ou une classe spécifique n'est plus possible dans la phase actuelle du développement de la société.

La fin de « l'état de minorité », coïncidant avec l'organisation d'un mouvement de soustraction, articule de façon immédiate la « prise de conscience » et le refus organisé qui déstabilise l'appareil d'asservissement des sujets. Entre le geste soustractif, la mise-en-forme organisationnelle d'une intelligence libérée, et l'instauration de nouvelles formes d'existence collective, il n'y a aucun écart temporel et logique – surtout, l'étape de la « prise du pouvoir » par la voie militaire ne peut plus être considérée comme un passage nécessaire précédant la libre auto-organisation des masses :

Le processus de la *révolution par le refus organisé* se présente comme un effondrement visible et provoqué de tout l'appareil établi. Les masses indépendantes vont reconnaître enfin leurs propres forces comme une puissance sociale et elles vont perdre de plus en plus leur désintéressement politique et leur minorité au cours de ce combat.

²⁷ *Ibid.*, p. 148-149.

²⁸ Cf. sur ce point la belle intervention de J. Rancière : « L'émancipation est la sortie d'une situation de minorité. Mineur est celui qui a besoin d'être guidé pour ne pas risquer de s'égarer en suivant son propre sens de l'orientation (...) Le processus ordonné conduisant l'ignorant et le peuple vers l'égalité promise au terme de leur instruction présuppose une inégalité irréductible entre deux sortes d'intelligence » ; à cette logique inégalitaire, il faut opposer le principe d'une « intelligence qui ne correspond à aucune position dans l'ordre social, qui appartient à n'importe qui en tant qu'intelligence de n'importe qui » (J. Rancière, « Communistes sans communisme ? », dans Collectif, *L'Idée du communisme*, Lignes, Paris, 2010, p. 232). L'affirmation de cette intelligence et la « vérification » de ses pouvoirs représentent des actes dont l'effet de dé-objectivation des ordres sociaux est immense : « L'émancipation (...) est une forme d'action qui peut se transmettre à l'infini, d'individu à individu. En cela elle s'oppose strictement à la logique des corps sociaux, logique d'agrégation commandée par des lois de gravitation sociale analogues à celle de la gravitation physique. N'importe qui peut s'émanciper et émanciper d'autres personnes, et l'on peut imaginer l'humanité entière faite d'individus émancipés. Mais une société ne peut pas être émancipée » car « la temporalité de l'émancipation – la temporalité de l'exploration du pouvoir intellectuel collectif - [ne saurait] coïncider avec l'emploi du temps d'une société organisée donnant à chacun et chacune sa place et sa fonction » (pp. 233-234). Mais, bien qu'il finisse par qualifier d'« an-archique » le principe de l'émancipation, J. Rancière n'exorcise pas la question d'une « discipline de l'émancipation » : « L'émancipation est assurément un désordre, mais ce désordre n'a rien de spontané » (p. 234). L'acte émancipateur, dont le seul « fondement » est la libre détermination du sujet à « vérifier » en commun l'égalité des intelligences, est bien le vecteur d'un ébranlement des structures sociales, « folie pour les hommes » et scandale pour les puissants. Il n'en reste pas moins que l'idée d'émancipation garde toujours un lien à ses origines rousseauistes et jacobines, si bien que de sa structure discursive le moment de la revendication d'une raison supérieure, d'un ordre plus élevé, s'avère inéliminable : le communisme-émancipation est donc à la fois un principe an-archique et ce dont Brecht a pu écrire *Il n'est pas une absurdité, mais la fin de l'absurdité. Il n'est pas le chaos. Mais l'ordre.*

Dans tous les domaines la mise en place d'une auto-organisation nouvelle et plus humaine doit se développer parallèlement à l'écroulement du système établi des institutions²⁹

Cette auto-organisation en vertu de laquelle le système étatique-capitaliste s'effondre, au fur et à mesure que les intelligences s'émancipent vis-à-vis de leur propre minorité *par ce même processus d'auto-organisation*, n'existe que par et dans des mesures organisationnelles et stratégiques concrètes, où le rythme de soustraction-autoorganisation, voire de déobjectivation-reobjectivation, est particulièrement évident :

Le problème de l'organisation est un critère de maturité ou de non-maturité du mouvement ; ce n'est pas un problème technique, mais plutôt le *problème fondamental de la révolution* qui pose la question : quelles sont les formes de vie plus heureuses et libérées du pouvoir³⁰

Il n'existe de solution organisationnelle valable qu'en vertu de sa capacité à réaliser des formes d'existence émancipées ; inversement, il n'existe d'émancipation réelle que sous la forme d'une réalisation organisationnelle « située » et spécifique. Sans organisation, l'émancipation n'est qu'un mot creux ; sans émancipation, l'organisation n'est qu'un appareil aliénant.

L'organisation de l'émancipation a trouvé un point de départ dans les Universités ; loin de n'être qu'une contingence qu'il s'agit de dépasser le plus rapidement possible pour accéder au « sérieux » de l'organisation partisane ou syndicale, ce commencement suppose le rôle crucial du *savoir*, et de la subjectivation qu'il produit, dans le cycle des luttes en question : la libération vis-à-vis de l'état de minorité passe nécessairement par une nouvelle forme de production des savoirs, par une modalité inédite de l'exercice de l'intelligence :

L'auto-organisation du camp anti-autoritaire dans l'enceinte de l'Université a réellement progressé en créant au sein de l'Université existante une *contre-université* avec des contre-cours et des séminaires critiques sur la théorie et pratique du mouvement d'émancipation dans le monde entier (...) La création de 6 à 10 *Associations d'institut* anti-autoritaires constituerait le tournant organisatoire décisif où grâce au travail commun et solidaire, la formation scientifique pourrait être améliorée et où on pourrait établir des centres de recherche et de travail dans lesquels, grâce à l'« aide mutuelle » (Kropotkin) une communication sans domination serait possible ; où les représentants des sciences les plus diverses et ceux des groupes sociaux pourraient commencer leur travail politique extérieur et développer l'indépendance (...) au-delà de l'alternative du savant individuel ou du bureaucrate du parti³¹

L'état de minorité dont il est urgent de s'émanciper est celui des spécialités universitaires qui produisent des savoirs parcellisés et des techniciens bornés au service direct du capitalisme administré ; mais aussi celui des partis et des partis-Etats post-staliniens, avec leur primat des « cadres » et des dirigeants, leur langue de bois incantatoire, leur avilissement de l'intelligence et de la critique. L'irruption de la mobilisation dans les Universités déclenche une politisation du savoir qui remet en question toutes ses conditions d'existence, tant capitalistes que socialistes. La mise en cause des formes mêmes de la pensée par le capitalisme avancé *et* par la contestation étudiante ébranle définitivement les formules « léninistes » et sociales-démocrates : cet « état de minorité » représenté par la passivité vis-à-vis des « spécialistes de la politique », tant parlementaires que révolutionnaires, fait l'objet d'un refus non moins épocal que celui qui frappe la « minorité » dont le capitalisme est responsable.

Les stratégies du « refus » visent en particulier les formes relativement inédites de soumission des consciences – investissement politique de l'appareil médiatique. Dutschke lance le mot d'ordre d'une campagne contre les éditions Springer :

²⁹ *Ibid.*, p. 150.

³⁰ *Ibid.*, p. 150-151.

³¹ *Ibid.*, p. 151-152.

La tâche fondamentale de l'étape suivante est une campagne systématique en vue d'exproprier le trust Springer, campagne qui pourrait avoir une forte résonance (...) Le malaise ressenti face aux manipulations évidentes ou subtiles des gens et de l'information dépasse de loin notre propre camp³²

Le rôle central de l'industrie culturelle, à la fois secteur productif et « appareil idéologique », dans le capitalisme avancé rend la question des médias particulièrement urgente. Le système médiatique est un opérateur essentiel de cet état de minorité qu'il s'agit de briser (car, en le brisant, c'est l'ensemble d'un système politique et économique fondé sur la minorité et la minoration subjectives qui sera brisé en réalité) :

Il est clair que le blocus des journaux Springer touche au nerf vital de cette société qui est celui de la domination fonctionnelle des masses tenues sous une douloureuse tutelle passive³³

Vis-à-vis de cette forme de pouvoir qui agit sur la conscience et la volonté, en les façonnant d'après les exigences du capital et de l'Etat, la stratégie adéquate est celle du *refus* et de la *ré-appropriation*. Refus des manipulations médiatiques, et ré-appropriation des moyens de communication et d'expression sous une forme émancipée et émancipatrice.

Dans les textes et les mots d'ordre qu'on vient d'analyser, une question est formulée à plusieurs reprises, que nous rencontrerons à nouveau dans la conjoncture italienne : comment faire un bon usage des puissances intellectuelles - des savoirs, des langages, des gestes - que le capitalisme avancé développe bien sûr, mais uniquement sous une forme toujours-déjà asservie à la logique de l'exploitation et du pouvoir ? Comment dégager des structures capitalistes la virtualité émancipatrice de l'accès des masses à l'Université, du développement des sciences et des techniques, de l'instauration de réseaux de communications de masse ? Cette question, parfaitement formulée dans la conjoncture de l'après-guerre, refait surface aujourd'hui, ayant oublié sa propre généalogie, chez certains théoriciens radicaux désastreusement fascinés par les soi-disant *novissima* de la production capitaliste. Lors de la conférence londonienne déjà citée, Michael Hardt a formulé d'une manière (inhabituellement) sobre la théorie du « communisme du commun » dont le fondement est la tendance du capitalisme à organiser la production autour de l'immatériel et du cognitif : « Toni Negri et moi-même soutenons que la production biopolitique ou immatérielle est en train de [devenir] hégémonique. Par immatérielle et biopolitique, nous essayons d'appréhender la production des idées, de l'information, des images, des connaissances, des codes, des langages, des rapports sociaux, des affects, et ainsi de suite. Cela désigne les activités dans l'ensemble de l'économie, du plus haut au plus bas niveau de l'échelle, des personnes de santé, des stewards, et des éducateurs aux concepteurs de logiciels et des employés de la restauration rapide et des centres d'appels aux créateurs et aux publicitaires (...) L'industrie doit informationnaliser ; le savoir, les codes et les images deviennent toujours plus importants dans tous les secteurs traditionnels de la production ; et la production des affects et du soin devient de plus en plus essentielle dans le processus de valorisation »³⁴. Or, selon Hardt, cette « hégémonie » qu'exerce la production immatérielle sur la totalité des formes de production est un facteur de déstabilisation des rapports capitalistes de propriété et le fondement d'un « communisme du commun » : « Les idées, les images, les connaissances, les codes, les langages, et même les affects peuvent être privatisés et contrôlés en tant que propriété, mais il est plus difficile de réglementer leur possession parce qu'ils sont très facilement partagés et reproduits. Ces biens sont soumis à une pression constante pour échapper aux frontières de la propriété et devenir communs. Si vous avez une idée, le fait de la partager avec moi, loin de diminuer l'utilité qu'elle a pour vous, l'accroît en général. En fait, pour réaliser leur productivité maximale, les idées, les images et les affects doivent être mis en commun et partagés. Lorsqu'ils sont privatisés, leur productivité diminue considérablement »³⁵. Nous

³² *Ibid.*, p. 146-147.

³³ *Ibid.*, p. 149.

³⁴ M. Hardt, « Le commun dans le communisme », dans Collectif, *L'Idée du communisme*, cit. p. 162.

³⁵ *Ibid.*, p. 164.

adhérons volontiers à cet appel à une mise-en-commun des pouvoirs de l'intelligence ; néanmoins, la sortie de l'état de minorité qui a partie liée avec cette effectuation égalitaire des « idées, des images et des affects » ne peut être aucunement portée ou supportée par des tendances intrinsèques au capitalisme. Comme Rancière le fait remarquer, « On aurait donc là un communisme du Capital qu'il faudrait "seulement" transformer en un communisme des multitudes. Dans son intervention au présent colloque, Antonio Negri a clairement souligné que ce *communisme du Capital* était en fait une appropriation du commun par le Capital, donc une expropriation des multitudes. Mais c'est encore trop que de l'appeler un "communisme" »³⁶. Comme pour Rancière le communisme est identique à l'émancipation, il ne peut trouver des bases ou des pré-réquisits dans les tendances propres au capitalisme : le seul fondement de l'émancipation est l'acte qui la met en place et la rend immédiatement commune. Sans cet acte, qui ne dépend que de la détermination subjective, toute forme de partage de puissances « objectives », peu importe si matérielles ou immatérielles, n'est pas à l'abri du retour de l'inégalité au sein même du partage. Contrairement à ce que semblent penser les théoriciens contemporains du « capitalisme cognitif » et de la « production immatérielle », l'essor de nouvelles technologies, l'impulsion donnée à la circulation des savoirs, l'incorporation massive des individus et des collectivités à des formes de production dont le savoir est un ressort essentiel, ne sont pas suffisants pour soutenir un processus d'émancipation – ce que lesdits théoriciens avouent implicitement en (re-)découvrant les joies interdites du marketing capitaliste et de la politique parlementaire, souvent en compagnie de quelques soixante-huitards usés jusqu'à la corde. La sortie de l'état de minorité n'a rien à voir avec la futurologie incantatoire qui sévit toujours parmi les milieux « radicaux » : si l'usage capitaliste et étatique des intelligences est en effet un avilissement de leur valeur d'émancipation virtuelle, un usage « alternatif » ne sera possible qu'à l'intérieur d'une pratique organisée de l'égalité, d'une *discipline* de l'émancipation à pratiquer ici et maintenant. Du « capitalisme cognitif » il ne faut s'attendre que... toujours du capitalisme ; un *communisme des intelligences* – cette négation déterminée de tout capitalisme, soit-il administré, planifié, néo-libéral ou cognitif ! – suppose une orientation subjective dont aucune donnée sociologique ne suffit à remplir les conditions.

L'une des leçons des discours du mouvement étudiant allemand – né dans une conjoncture nationale où la fonction sociale du savoir avait une importance décisive - concerne justement ces conditions, qui ont partie liée avec cette négativité essentielle et abyssale du sujet, à son pouvoir de « poser » et « relever » que l'Idéalisme allemand associait au processus de construction subjectivée de l'autonomie. Ce n'est peut-être qu'au cœur de cette intraitable puissance du négatif que l'on pourra retrouver, comme ressort d'un processus politique d'émancipation, le dynamisme indestructible d'une Idée.

³⁶ J. Rancière, cit. p. 241.